

Notes Académiques de l'Académie d'agriculture de France

Academic Notes of the French Academy of agriculture

Authors

Andrée Corvol-Dessert

Title of the work

Les famines dans la France des XVII^e et XVIII^e siècles / Famines in 17th and 18th-century France

References

Year 2025, Volume 19, Number 3, pp. 1-14.

Published online:

24 March 2025,

<https://www.academie-agriculture.fr/publications/notes-academiques/les-famines-dans-la-france-des-xvii-e-et-xviii-e-siecles-famines-17th>

Licence

[Les famines dans la France des XVII^e et XVIII^e siècles / Famines in 17th and 18th-century France.](#)

© 2025 by Andrée Corvol-Dessert is licensed under [Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0](#)

International 

Les famines dans la France des XVII^e et XVIII^e siècles

Famines in 17th and 18th-century France

Andrée CORVOL-DESSERT¹

1. Directrice de recherche, CNRS, membre de l'Académie d'agriculture de France, présidente du Groupe d'histoire des forêts françaises

Correspondance: dessert.andree@orange.fr

Résumé

Engagée dans un conflit de longue durée (1688-1714) qui l'empêcha d'importer des céréales, la France connut deux crises majeures : 1692-1693 et 1709-1710. Leur gestion fut gênée par l'absence de souvenirs quant aux crises passées. Ces famines décimèrent la population : la première, 1,3 M de décès supplémentaires (54 000 morts/mois) par rapport à la normale ; la seconde, 300 000 décès supplémentaires, la famine ayant été limitée grâce à l'orge de printemps. Les mesures destinées à soulager les nécessiteux revinrent en 1740, mais la mortalité alors enregistrée effaça le rattrapage démographique.

Abstract

Engaged in a long-running conflict (1688-1714) that prevented it from importing cereals, France experienced two major crises

crises: 1692-1693 and 1709-1710. Their management was hampered by a lack of memory of past crises. These famines decimated the population: in the first one, 1.3 million more deaths (54,000 deaths/month) than normal; in the second one, 300,000 more deaths, as the famine had been limited thanks to spring barley. Measures designed to relieve the needy returned in 1740, but the mortality rate recorded at that time wiped out the demographic recovery.

Mots clés

Histoire, climat, famine, mortalité, gestion de crise

Key words

History, climate, starvation, mortality, crisis management

Note historique

La France d'antan eut ses « Trente Glorieuses », pas celles qui suivirent le second conflit mondial, mais les guerres civiles et les conflits européens de la première moitié du XVII^e siècle. Dans ce créneau 1662-1691, on eut même une décennie radieuse, sinon en vrai, du moins au regard des hivers glacés et des étés pourris à venir. Rétrospectivement cette décennie 1682-1691 constitua la « Belle Époque » des sujets de Sa Majesté : les moissons étaient belles ; la pause était douce avant de reprendre la besogne. On sciait les blés poignée après poignée (Figure 1). Il était exclu de faucher les tiges ou de couper les taillis « raz de terre » : pailles et « souchons » (collets) avaient une valeur en soi.

Le Roi-Soleil rayonnait sur l'ensemble des nations : en 1678, le traité de Nimègue lui offrait la Franche-Comté et le sud de la Flandre et du Hainaut. Grisé par ses succès militaires, le jeune monarque engagea une nouvelle étape : la « politique de réunions », avec l'objectif de recouvrer ses anciennes possessions. Très pieux, le « fils aîné de l'Église » abrogea l'édit de Nantes qui tolérait les Églises réformées. Il voulait que le

royaume observât une seule religion : la sienne. Les effets ne tardèrent pas. L'empereur du Saint-Empire romain germanique, débarrassé de la menace ottomane à l'est, entreprit d'isoler l'arrogant qui revendiquait l'Outre-Meuse et l'Outre-Rhin à l'ouest. Ultra catholique, Léopold I^{er} (1640-1705) n'aurait pas dû recevoir l'appui des États protestants, mais la révocation de l'Édit de Nantes les fit changer d'avis.

En 1686, la Ligue d'Augsbourg fédéra tous ceux que les ambitions françaises inquiétaient, l'Espagne exceptée. La lutte commença (1688-1697). Privé d'alliances notables, le royaume demeurait le plus riche et le plus peuplé du continent. Pour l'heure, personne n'y concevait d'autre malheur que la guerre : grâce à l'abondance céréalière et viticole, les pouvoirs publics constataient la stabilité des tarifs et l'exportation des surplus.

Tant que la guerre ne fit pas sentir ses effets, la vie était belle : la population continuait à progresser (1681-1690 : + 2 %). Cependant le royaume dut affronter une coalition où deux thalassocraties pouvaient bloquer l'importation



Figure 1. Peter Snayers (1592-1667) : *Allégorie de l'été*.



Figure 2. Gysbrecht Leytens (1586-1643) :
Scène d'hiver.

des blés de secours scandinaves et méditerranéens, et les intempéries s'ajoutèrent à la guerre.

Les populations ignoraient l'installation d'un refroidissement durable, « petit âge glaciaire » (1580-1850/1880) qui relevait des oscillations climatiques (Legrand, 1979). Elles remarquaient seulement le temps du jour, phénomène météorologique plus ou moins favorable aux activités agricoles. Certains le mentionnaient dans

leurs courriers (Dupuy, 1962) ou le décrivaient dans leurs livres de compte, journaux intimes, bibles familiales ou mémoires destinés aux académies et sociétés savantes. Y figuraient températures, direction du vent, nature des pluies, du gel ou, inversement, absence de vent, sécheresse, canicule. Effectués jour après jour et saison après saison, ces relevés confirmaient ou non les proverbes, issus d'une expérience millénaire, et les almanachs, formés des douze mois ou des quatre saisons de l'année. La neige était au rendez-vous de l'hiver, et la moisson à celui de l'été. Le travail respectait un cycle immuable : remplir les bûchers quand il faisait froid (Figure 2) et les greniers, quand il faisait chaud. D'où l'impression que, si une récolte décevait, la suivante serait meilleure. Hélas, pas toujours...

La crise de 1692-1693

Dans la dernière décennie du XVII^e siècle, l'Europe du Centre et de l'Ouest connut une série d'années fraîches. À Paris, la moyenne thermique fut de 11,45 °C entre 1676 et 1685 ; de 10,15 °C entre 1686 et 1695. Plus d'un degré de différence ! Cela paraît mince ? Pas du tout : cette baisse fut supérieure en 20 ans à la hausse en 30 ans (1851-1880) qui marqua la seconde moitié du XIX^e siècle. Cela décala le démarrage des opérations agricoles, retard que les techniques de l'époque ne permirent pas de combler. Rappelons que les bêtes de trait étaient rares : la majorité des cultivateurs les empruntait aux fermiers-laboureurs, qui privilégiaient naturellement leurs parcelles et le domaine qu'ils tenaient à bail (Goubert, 1966).

Les récoltes de 1690 et de 1691 avaient été médiocres, mais il restait des stocks antérieurs, « vieux blés » qui gardaient leur capacité germinative : l'occasion allait venir de les écouler. Il y en avait dans le Bassin parisien, résidences du haut clergé et propriétés des monastères : le revenu de leurs exploitations finançait aumônes et hospices (Michaud, 1991). Il n'y en avait guère dans les provinces pauvres aux disettes

Note historique

fréquentes, telles l'Auvergne ou la Gascogne. Ces inégalités provinciales furent négligées : l'Île-de-France obsédait les pouvoirs centraux, qui répondirent trop tard ou trop peu aux difficultés frumentaires des autres territoires.

En 1692, le mois de mars fut glacial, ce qui arrêta la croissance des blés d'hiver ; les mois de juin, juillet, août, septembre furent pluvieux, ce qui compromit les récoltes (foins, fruits, céréales, vendanges). Le niveau des eaux monta, noyant prés, vergers, jardins, potagers. Le chroniqueur parisien Gilles Hurel écrit : « *Il n'y a point d'hommes vivants qui aient jamais vu une pluie si longue sans discontinuer : les biens de la terre courent grand risque de périr* » (11 juillet). Alerté, l'archevêque de Paris ordonna de découvrir la châsse de sainte Geneviève, mais rien n'y fit. À la Sainte-Madeleine (22 juillet), où « l'on commence à scier les blés dans la région », Hurel nota : « *Pendant ce malheureux temps, rien n'avance ni mûrit ; jamais on n'a vu un temps si extravagant et si dangereux pour les fruits et biens de la terre* » (Lachiver, 1991).

Les moissons cessèrent le temps que les blés fussent « essuyés » (redressés et séchés). Elles n'étaient pas terminées en octobre. Les raisins restèrent « durs comme billes ». Les viticulteurs les pilonnèrent, faute de pouvoir fouler : ils en tirèrent un « grince-dents », alors que la vente du vin couvrait l'acquisition des vivres et l'acquittement des impôts (Lachiver, 1988). Comment après tant de revers ne pas vouloir tourner la page ? Mais l'année 1693 ressembla à la précédente : moissons différées, labours incomplets, semis perturbés. L'humidité stimula les mauvaises herbes qui, du coup, coiffèrent les jeunes blés. Pourtant le pire était à venir. Fin juin, les orages couchèrent les céréales et les grêlons hachèrent les vignes. Mi-août, l'échaudage précipita la maturité de l'épi, aux dépens de sa qualité nutritionnelle. Et cette fois, les greniers étaient vides.

Comment tenir jusqu'aux prochaines récoltes ? Consulté, l'intendant d'Auvergne répondit au contrôleur général (ministre des Finances) que « *ce qui est à craindre est une grande disette de blé non seulement pour l'année qui vient 1693,*

mais encore pour l'année 1694. La plupart des terres ne sont pas semées dans la haute Auvergne. Je ne dis pas pour cela qu'elles soient en friche ou qu'il n'y ait pas assez de blé pour semer. Mais les mauvais temps ont si fort retardé la moisson et les semailles que la plupart des laboureurs n'ont osé semer ; et ceux qui ont semé sont persuadés qu'ils ne feront aucune récolte » (Lachiver, 1988).

Le printemps 1693 pointait à peine que les tarifs grimpaient fortement : on achetait la farine avant que la hausse l'empêchât, le salaire ne suivant pas l'inflation. Un tiers de récolte en moins, mais un quadruplement, un quintuplement des prix ! Malgré cela, souverain et conseillers demeuraient inertes ou presque. Pourquoi ? (1) Parce qu'ils n'avaient pas connu pénuries semblables, la dernière remontant à 1630-1631, sachant que les pénuries de 1649-1652 et 1660-1661 résultaient plus des circonstances politiques que des calamités météorologiques. (2) Parce qu'ils avaient souvenir des exportations céréalières autorisées en 1690 comme en 1691. (3) Parce qu'ils avaient à ravitailler les armées en déplacement, lesquelles vivaient déjà sur l'habitant. Les mesures furent donc limitées : suspendre les exportations, mesure inutile puisqu'il n'y avait plus rien à vendre (septembre 1692) et soutenir les populations, mesure insuffisante puisque les distributions ne ciblaient pas les nécessiteux (mars 1693).

Le Parlement de Paris, dont le ressort couvrait 40 % du royaume, les compléta dans la crainte de séditions : le lieutenant de police (préfet) lui avait dépeint les attroupements autour des boulangeries. Elles furent gardées, bien que parfois les soldats eussent poussé la foule à prendre les sacs, sachant que la farine serait transportée ailleurs. On pendit quelques mutins. Le calme revint. Paris consommait 4 000 à 5 000 hectolitres de blé par jour, du froment pour l'essentiel, car ses 500 000 habitants exigeaient du pain blanc (Kaplan, 2010). En mai 1693, le Parlement ordonna que le stockage n'excédât pas l'entretien d'une famille ou d'un commerce. Comment vérifier les volumes ? En juillet, que les blés étrangers fussent détaxés. Comment

Note historique

importer et distribuer ? En septembre, que les réserves fussent évaluées pour organiser le rationnement. Comment visiter tous les greniers ? En octobre, que les miséreux restassent dans leur paroisse. Comment empêcher les migrations ? En novembre, les vagabonds ne quittant pas les abords de la cité, le Parlement aggrava les peines, mesures inappliquées, car inapplicables.

La pénurie ne fut pas imputée aux perturbations météorologiques, mais aux spéculations financières : les détenteurs de réserves les auraient dissimulées pour les vendre aux munitionnaires. Le fantôme surgissait à chaque crise. La durée du conflit l'amplifiait grandement. L'ennemi exploitait le tout, ironisant sur ce roi tout puissant, incapable de nourrir son peuple. Publié à La Haye, le *Mercure historique et politique*, une gazette hollandaise, évoqua longuement les difficultés françaises dans son numéro d'octobre 1693 (*Mercure historique et politique*, 1693). Louis fit savoir que les stocks étaient loin d'être épuisés et la récolte, meilleure que prévu. En fait, *mezzo voce*, ses conseillers espéraient l'arrivée des blés de la Scandinavie, qui, déjà, nous fournissait des bois de mâture. Certes le royaume de Danemark-Norvège et l'empire de Suède boudaient la Ligue d'Augsbourg, mais leur marge de manœuvre était étroite : les flottes anglaises et bataves croisaient au large du Skagerrak, qui communique avec la mer du Nord au sud-ouest et avec le Kattegat au sud-est, relié à la Baltique par l'Oresund, le Langelands Belt et le Petit Belt. Il leur était facile d'arraisonner les convois de blé au sortir de ces détroits.

La Couronne accorda des lettres de course aux armateurs qui acceptaient de forcer le blocus. En juin 1694, Jean Bart (1650-1702), officier flamand au service des Provinces-Unies jusqu'en 1672 et de la France jusqu'en 1697, enleva aux Hollandais, devant l'île du Texel, la flottille de 110 bateaux chargés de blé danois. Il en conduisit 60 à Dunkerque, le reste à Dieppe et au Havre : les habitants voulurent retenir les cargaisons et c'est donc sous bonne escorte qu'elles atteignirent la capitale. À titre de représailles, les Coalisés bombardèrent Dunkerque, Dieppe et Le Havre. On conçoit l'accueil du marin, son exploit lui valant



Figure 3. Abel Grimmer (1570-1619) : Huile sur chêne.

d'être anobli. Restait à répartir les sacs de grains dans les provinces. La priorité alla aux métropoles : Rouen, Rennes, Nantes, Tours, Orléans, lesquelles devaient en distribuer au plat-pays. Marseille échappa à la famine en avril 1694 grâce à la venue en ligne directe du riz égyptien. C'était l'effet heureux du soutien discret que les Bourbons avaient fourni au Sultan contre les Habsbourg.

La nature redevint aimable entre 1695 et 1708 (Leroy-Ladurie, 1967), quoique les volumes récoltés fussent en deçà de ceux de la décennie radieuse. Ces années ne laissèrent aucun souvenir, hormis la douceur de l'hiver 1708 : « C'était l'été en hiver ». L'hiver 1709 ne lui ressembla pas. Un froid polaire déferla du Groenland, recouvrit la Norvège et l'Écosse, envahit l'Angleterre et, franchissant la Manche, le nord de la France, la Normandie, l'Île-de-France, le Val-de-Loire, le sillon du Rhône et la vallée de la Garonne, n'épargnant ni la Provence ni la Gascogne. Les 5-6 janvier 1709, nuit des Rois, la température tomba à Paris de + 10 °C à - 3 °C. Il avait beaucoup plu le 5. La pluie continua le 6, mais transformée en neige, manteau qui couvrit

Note historique

le sol et interrompit la circulation. On se calfeutra. On ne s' alarma pas : la chose n'était pas nouvelle (Easton, 1928). Or 30 cm de neige constituent une couche d'air qui protège les semences : -25 °C à l'extérieur, mais -2 °C là où elles sont, ce qui ne les détruit pas.

La crise de 1709-1710

En 1708-1709, la neige persista durant 11 semaines. En 1709-1710, elle disparut après 11 jours (Morin de Saint Victor, 1665-1713) : le dégel commença par le sud de la France et remonta par les voies qu'avait empruntées le flux polaire. Les montagnes gardèrent leur manteau protecteur. Dans la plaine, la terre se liquéfia, le niveau des cours d'eau se releva, les digues se fissurèrent, l'inondation se répandit dans les parties basses. Le courant était trop violent pour que les établissements puissent fonctionner et la navigation reprendre. C'est alors que le froid attaqua derechef : six vagues d'assaut entre le 24 janvier et le 15 mars 1709, dont 60 jours à -5 °C sur sol nu, trempé en surface et durci en profondeur. L'alternance gel/dégel décolla les racines et anéantit les végétaux, mais pas seulement.

La catastrophe était si spectaculaire qu'elle marqua les esprits à tout jamais. On n'avait jamais connu froid plus intense et plus durable, ce qui était faux (Figure 3), mais si lointain qu'aucun témoin ne saurait le conter. On en a quelque idée, sachant que l'eau tranquille gèle sur 5 centimètres en 24 heures à -8 °C . Or, en 1709, tous les ruisseaux, tous les fleuves, tous les bassins portuaires gelèrent, même ceux de Marseille et de Toulon : le tiers des bagnards périt. Les voies de terre étaient impraticables ; les voies d'eau, *idem*, le pays ne possédant ni patins ni traîneaux, contrairement aux Pays-Bas et à la Russie. Cela rendait impossible le flottage des trains de bûches nécessaires au chauffage des métropoles ; impossible aussi la remontée des bateaux de blé par la vallée du Rhône, du blé qui venait de Tunis. La population comprit qu'il n'y aurait aucune récolte en juillet 1709, aucunes semailles en

octobre 1709, aucune réserve jusqu'à la soudure de 1710. Elle comprit aussi le silence de l'environnement : le froid, la faim avaient décimé oiseaux et rongeurs ; également le silence de l'exploitation : dans leurs abris ouverts à tout vent, le gel avait tué poules et lapins. Soudain une douzaine d'œufs parut inaccessible au commun des mortels. Comment reconstituer ces petits élevages, dont les produits, vendus aux marchés, représentaient le numéraire indispensable au fonctionnement de la ferme ? C'était le travail des femmes : elles contemplaient les cagettes suspendues au plafond de la cuisine, le clapier et le poulailler à l'extérieur. Vides !

Les vergers avaient souffert de l'alternance gel/dégel. Noircis à cœur, les arbres ne porteraient aucun fruit en 1710 – en admettant qu'ils puissent jamais reverdir. Il faudrait en pareil cas abattre et éduquer un rejet levé sur la souche. Les noyers mettraient 30 ans à donner des noix. Les oliviers, 10 à 20 ans à donner des fruits. Or leurs huiles constituaient l'essentiel des lipides : à l'époque, les oléagineux (colza, tournesol) ne faisaient pas partie des cultures figurant dans l'assolement triennal. Il faudrait leur substituer des graisses animales, en dépit des préférences régionales. Pourtant le gras était vital : en raison du froid, l'organisme réclamait davantage de calories.

Les potagers n'étaient pas en meilleur état. Les légumes d'hiver (carottes, poireaux, choux), base de l'alimentation populaire, le pain donnant de la consistance au « potage » (soupes, bouillies), avaient pourri sur place. Or, qui possédait encore des réserves de légumineuses (haricots, lentilles, pois) ? Emmitouflés, calfeutrés, blottis les uns contre les autres, les membres de la famille avaient tout consommé. Que faire ? Partir et mendier comme en 1694 ? Ou rester et prier en espérant un miracle ? Le curé de Rumegies (Nord) résuma parfaitement les réactions : « *On était las du monde* » ; on ne bougeait plus. Cette fois, les habitants n'accusaient plus la finance, mais la nature.

Le Pesant de Boisguilbert (1646-1714), qui critiquait volontiers l'autorité, la reconnaissait

Note historique

innocente du désastre (Le Pesant, 1707) : « *On ne peut pas dire que le ciel, qui n'est pas toujours également favorable à la terre pour concourir à la perfection de ses fruits ou, plutôt, qui ne l'est jamais d'une égale manière, ne donne pas le premier lieu à cette disposition : une longue sécheresse, une grande abondance de pluies, un hiver rude et fâcheux, sans neige, qui est une excellente couverture aux blés contre la rigueur et enfin une petite pluie enniellée qui attaque ordinairement le tuyau un peu avant sa maturité et le met absolument hors d'état de nourrir davantage le grain dans l'épi, sont autant d'ennemis...* »

Comme les médecins, les curés qui enregistraient baptêmes, mariages et funérailles ajoutaient parfois la mention « morts de maladies pestilentielles ». L'expression désignait une peste bubonique, d'où le pus coulant des ganglions incisés, ou une dysenterie bacillaire, d'où l'odeur repoussante des selles ensanglantées. Cependant les crises de la fin du XVII^e et du début du XVIII^e siècle firent surgir deux autres expressions : « morts de misère » et « morts de faiblesse ». Souvent les victimes étaient inconnues : parties d'ailleurs, elles échouaient là. Le curé de Joux, près de Tarare (Rhône), indiqua le 25 juin 1694 : « *A été enterrée une fille qu'on croit être de la paroisse de Machézal (Loire), âgée d'environ 20 ans, trouvée morte de misère et de défaillance le jour de la Saint-Jean, après vêpres, au chemin qui va de Joux à La Chapelle* ». Le curé d'Odenas (Rhône), son voisin, déclara avoir enterré 45 « morts de misère » cette même année. 40 % des mentions vont d'avril à juillet 1694, soudure entre récolte consommée et récolte future.

L'enchaînement disette/famine était imparable. Trois facteurs jouaient : récoltes déficientes, migrations importantes, contagions régionales. Au XVII^e siècle, et cela vaudra pour partie du suivant (Morineau, 1985), le rendement céréalier ne dépassait pas 4,5 grains récoltés pour 1 semé. En cas de météo fâchée, il régressait à 3 pour 1. Comme le tiers des grains allait aux semailles, la consommation utilisait les deux tiers d'une méchante récolte. Pas besoin d'être grand clerc pour deviner la suite : à Pontoise (Val-d'Oise), la

décennie radieuse faisant référence (base 100), le quintal de blé-froment fut à 175, printemps 1692 ; 359, printemps 1693. Et le pic était encore loin ! Dans ces conditions, la moitié des volumes récoltés nourrissait ceux qui pouvaient payer : 15 à 25 % des foyers ; l'autre moitié, ceux qui n'avaient pas les moyens de suivre : 75 à 85 % des foyers.

Ayant dépensé le peu qu'ils avaient, les pauvres divisaient leur ration, 400 g au lieu de 800, augmentée de « nourritures infectes » : condamnables et immangeables. Animaux « immondes » : interdits, car ambigus (castor, loutre) ou charognards (renard, corbeau). Végétaux « ignobles » : délaissés, car réservés aux porcs. C'étaient : glands, raisins, jubarbes, racines d'ortie, tubercules d'asphodèle. Broyés ils procurait une « farine » mêlée de son pour obtenir une « miché » trois fois plus chère que le pain de seigle d'avant crise. Le curé de Saint-Laurent-Rochefort (Loire) pensait que « *le plus commun était le pain de fougère qui rendait les personnes toutes jaunes et si faibles que la plupart des gens ne pouvaient ni travailler ni se tenir sur leurs jambes* ». Aussi trouvait-on « *quantité de pauvres morts dans les chemins, ... qui marchaient jusqu'à ce qu'ils tombent* » (Lachiver, 1988).

Les autorités organisaient des distributions de pain gratuit, mais, au jour dit, chacun se bousculait et se bagarrait. À l'automne 1692, des émeutes survinrent à Paris : place Maubert, rive gauche (5^e arrondissement), et faubourg Saint-Antoine (12^e arrondissement), rive droite, quartiers des plus misérables. Les autorités organisaient aussi des distributions de pain aidé. À l'automne 1693, 30 fours furent construits dans la cour du Louvre pour cuire les fournées en continu : 100 000 personnes (1/5 de la population parisienne) auraient ainsi du pain à deux sous la livre, la cassette royale compensant l'écart entre prix de revient et prix de vente. Les gardes le transportaient aux cinq lieux fixés : la ruée fit des morts, piétinés ou étouffés. On renonça au système général. On rétablit le système paroissial, chaque curé touchant en début de semaine de quoi nourrir « ses » pauvres.

Note historique

Cependant les fonds accordés ne suffisaient pas. L'État imposa aux élites locales de contribuer davantage à ce que l'on nommerait aujourd'hui le « secours populaire ». La situation en province était sans doute pire que dans la capitale, en dépit des horreurs qu'on y commit. Curé de la paroisse Saint-Étienne (5^e arr.), Jean Chapelon (1648-1694) s'épouvantait de ce que ses ouailles faisaient sous l'emprise de la faim (Chapelon, 1853):

« Croiriez-vous qu'il y en a eu qui, à grands coups de couteaux,

Ont disséqué des chiens et des chevaux,

Les ont mangés tout crus et se sont faits une fête
De faire du bouillon avec les os et la tête ?

Les gens durant l'hiver n'ont mangé que des raves
Et des topinambours qui pourrissaient dans les caves,

De la soupe d'avoine, quelques trognons de chou
Et mille saletés qu'ils trouvaient dehors... »

Un matin, le lieutenant de police de Paris avertit le premier président du Parlement de Paris d'une découverte surprenante : des restes humains dans plusieurs puits. Faubourg Saint-Laurent (10^e arr.), la rumeur courut que « c'était un enfant que le père et la mère avaient tué à cause qu'ils n'avaient pas les moyens de lui donner du pain ». On signalait des cas d'anthropophagie dans le Massif central. À Saint-Bonnet (Puy-de-Dôme), les officiers de police trouvèrent « dans la maison dudit P., quelques restes du cadavre de l'enfant. Son père ou un autre de la maison l'avait déterré et rapporté chez eux la nuit pour le manger... » (Jaloustre, 1878). À Nancy (Meurthe-et-Moselle), on exhumaient les chevaux équarris, charognes nombreuses dans une province frontalière : l'armée sacrifiait les bêtes qu'elle ne pouvait plus nourrir, faute de grains et de foin. L'intendant de Lorraine ordonna qu'on fasse des fosses plus profondes.

Effroyables mortalités

Comment éviter les morsures du froid, de la faim, dans ces masures sans vitre ni sol carrelé ? Après des jours et des jours de privation, le corps était transi. Sortir, c'était risquer d'avoir les doigts, les mains, les pieds gelés : il fallait alors amputer

(Camporesi, 1999). Le plus vaillant de la famille finissait pourtant par quitter le logis et chercher de quoi résister une ou deux semaines, plus peut-être. Les paroles de saint Basile de Césarée demeuraient actuelles (IV^e siècle) : « *La faim est un mal qui dure bien plus de temps (que le feu, l'eau ou l'épée) [...] elle consomme lentement et ne tue que peu à peu. [...] Le visage s'efface, le sang se retire, la chair de blanche devient pâle et livide, les genoux ploient sous un corps exténué, la voix devient grêle, les yeux s'enfoncent, le corps par son extrême faiblesse et sa démarche chancelante annonce la proximité de la mort, mais d'une mort cruelle et terrible.* »

La malnutrition exposait aux épidémies, vu l'affaiblissement immunitaire qui en découlait : on mangeait ce qu'on trouvait ; on buvait ce qu'on pouvait. Or les matières fécales, à l'origine des dérangements intestinaux, polluaient flaques et mares, d'où les diarrhées qui minaient le corps. Au nombre de décès chez les « sans nom » de l'Anjou (1693-1694) ou du Val-de-Loire (1709-1710), on repère les axes de circulation et l'empoisonnement des eaux. À la dysenterie, il convenait d'ajouter : la typhoïde et ses « fièvres putrides et pourpreuses » ; le typhus que favorisait la promiscuité ; les maladies pulmonaires enfin, bronchites et pleurésies dues au froid, tuberculose que propageaient les expectorations. Il est clair que migrations et maladies étaient liées, mais les personnes qui hébergeaient un pauvre percevaient sa misère, son désarroi, pas l'infection. Les exemples abondent de familles victimes de leur bonté : plusieurs membres mouraient dans les jours suivants.

Dans ces conditions, les hôtels-Dieu étaient saturés. Fondés en milieu urbain par les évêques, en milieu rural par les réguliers, ils jalonnaient les voies de pèlerinage. En 1659, Louis XIV créa l'Hôpital général, administration qui gérait les dix hôpitaux de la capitale, modèle que reprit celui de Lyon. En 1662, un édit ordonna un hôpital dans chaque ville, « pour y loger, enfermer et nourrir les pauvres mendiants invalides, natifs des lieux ou qui (y) auront demeuré pendant un an » : la charité consistait à

Note historique

les retirer de la société (Galmiche, 1999). Ces structures médiévales ou trentenaires n'avaient jamais accueilli autant de patients en si piètre état. Leur personnel comprenait des religieux et des personnes désirant expier leurs péchés et sauver l'âme d'autrui (Chaunu, 1978).

Cela poussa Jean de Rudelle, chanoine de Saint-Étienne de Toulouse, à léguer 20 000 livres de rentes à la ville (1692), somme qu'elle consacrerait à la construction d'un hôpital et à l'entretien de 12 religieux. Leur mission : soigner les pauvres atteints de maladies incurables. L'aile gauche de l'hôtel-Dieu fut bâtie entre 1702 et 1717 : elle servit donc pendant le Grand Hiver.

On retrouve ces principes à Lyon : prévu pour 250 patients, l'hôtel-Dieu en reçut 3 000 en avril 1709, 5 000 en avril 1710, 8 000 trois mois plus tard. Les dépenses de fonctionnement crurent en conséquence. Le conseil d'administration réagit comme celui de Paris : il sollicita une augmentation de la taxe des boues et des lanternes qui leur serait versée, cette taxe frappant les seuls propriétaires. Il était du devoir des riches d'aider les pauvres pour maintenir la cohésion sociale. Louis montra l'exemple : la Monnaie fondit la vaisselle royale. Il en tira 2 millions de livres, ressource minime et symbole immense.

Les temps étaient durs. La guerre de Succession d'Espagne les aggravait : commencée en 1701, elle perdura jusqu'en 1714, année où l'on signa les traités d'Utrecht, Rastatt, Baden. L'Espagne, l'alliée principale de la France, y perdit beaucoup. La France très peu, ce qui était inespéré, car, arbitre naguère de l'Europe, le Roi-Soleil avait perdu l'initiative (1704) et subi deux lourdes défaites (1706).

En décembre 1708, il sollicita la paix, mais les Coalisés posèrent des conditions telles qu'on les refusa. En juillet 1709, le monarque demanda un effort national et rappela à l'état-major le maréchal-duc Claude Louis Hector de Villars (1653-1734). Le Grand Hiver obligea les belligérants à faire une pause sur le continent, mais l'ennemi était aux frontières : les batailles majeures, hors du royaume jusque-là, ne le seraient bientôt plus. En 1710, les forces britanniques et autrichiennes furent battues. En

1711, les forces impériales et néerlandaises aussi, ce qui permit de repasser à l'offensive.

Dans cette crise de 1709-1710, ravitailler les armées était prioritaire, quitte à sacrifier les civils, comme l'indique le contrôleur des finances. En écrivant cela, Nicolas Desmarests (1648-1721) n'était pas insensé, ce que prétendent des historiens. Officier dans la Royale, son frère commandait une des frégates qui escortaient les convois de blé partis de Tunis : toute l'Europe avait faim. Desmarests devait fournir coûte que coûte 20 000 quintaux à l'armée du Dauphiné. Ses mesures concernaient ceux qui cacheraient des réserves, le ministre tablant sur l'approvisionnement des marchés pour stabiliser les tarifs : « *Faites des exemples d'éclat. Faites mettre en prison les propriétaires s'ils refusent de les ouvrir... Et ensuite distribuez moitié de leurs blés au peuple et aux pauvres du lieu des environs à un quart moins que le prix du 1^{er} mars, et l'autre moitié aux agents du munitonnaire au prix du 1^{er} avril. Vous n'aurez pas sitôt fait deux ou trois exemples de cette nature que vous verrez les marchés fournis abondamment* » (Dessert, 2005).

La noblesse était en deuil : Versailles ne faisait plus la fête, car trop de familles pleuraient l'un des leurs tombé au front. Le pays était en deuil : le curé portait le viatique aux moribonds ; le glas retentirait bientôt, qui accompagnait le mort. La terre étant gelée, ce dernier n'aurait pas de tombe avant le redoux. Aussi les cadavres gisaient-ils le long de la nef. Les décompter n'est pas facile, eu égard à tous ceux qui migrèrent en espérant revenir. Le sous-enregistrement aurait avoisiné les 20 %. Vu l'impact mémoriel du Grand Hiver, on pourrait croire les pertes humaines plus élevées qu'en 1692-1693. C'est tout le contraire. La première crise tua beaucoup d'hommes ; la seconde, beaucoup de bêtes et de plantes.

Durant la première crise, 1,8 million de morts furent dénombrés entre août 1694 et juillet 1695, année-moisson. Dans cet intervalle, le nombre de naissances baissa : 585 000 contre 800 000 en moyenne ; le nombre de mariages chuta, car leur conclusion dépendait des récoltes attendues, lesquelles furent quasi nulles. En revanche, le

Note historique



Figure 4. Gysbrecht Leytens (1586-1643) : Paysage d'hiver avec pêcheurs et chasseurs au abords d'un village, et enfants jouant sur une rivière gelée.

rétablissement démographique fut étonnamment rapide : en 1696, 892 000 naissances contre 700 000 décès en moyenne. Soit moins de morts qu'avant la crise ! La raison en est simple : les survivants, plus résistants, étaient immunisés : les « fièvres d'été » (typhus, typhoïde) ne les tuaient plus. La seconde crise fit seulement 300 000 morts, mais la convalescence démographique fut poussive : le vivier des futurs géniteurs avait été réduit par la première crise (moins de naissances, décès des moins de 10 ans).

Les contemporains trouvaient affreux le cannibalisme, mais normale la « déposition » d'enfants. Ainsi, dans une ville comme Lyon, qui comptait 100 000 habitants (Croze et Guachon, 1914), les abandons d'enfants, qui étaient de 500 en 1692, montèrent à 960 en 1693, 1 800 en 1694. Comme les parents du Petit Poucet, qui choisirent d'égarer la fratrie en forêt plutôt que de la voir mourir de faim, les familles sans ressources déposaient leurs petits dans les institutions religieuses. Parfois un billet épinglé au vêtement expliquait le geste, fournissait le prénom et implorait qu'on eût pitié de lui. C'était rare, moins rare pourtant que pour les bébés laissés près d'un arbre-reposoir, à un carrefour forestier (Corvol, 2009). La baisse du nombre de naissances n'était pas liée à l'évitement de la déposition, voire de

l'infanticide, mais au fait que le couple, affaibli, n'avait plus de relations sexuelles ; que la femme, amaigrie, produisait moins d'hormones : la perte de poids (- 15 %) provoquait l'aménorrhée, donc la cessation des conceptions. Pour réaliser l'hécatombe, 54 000 décès mensuels de 1692 à 1694, évoquons la France du premier conflit mondial : 39 millions d'habitants, dont 1,42 million perdus en 51 mois de combat (27 000 tués/mois) ; la France des conflits révolutionnaires et napoléoniens : 30 millions d'habitants, dont 1,35 million perdus en 23 ans (53 000 tués/an). Mais ici, comparaison n'est pas raison : c'étaient des soldats qui tombaient au front, laissant veuves, fiancées, orphelins. La faim, elle, tuait les pauvres, hommes et femmes confondus. La mort fauchant également, la reprise était rapide, d'abord les mariages, puis les naissances, les conceptions hors mariage étant rares (Bardet, 1993). En 2 ans, le royaume avait perdu 6,8 % des habitants. En 7 ans, 1695-1701, il en regagna 700 000, convalescence interrompue par le Grand Hiver (Figure 4).

Résiliances étonnantes

Si la première crise tua autant, ce fut du fait des migrations : 3 millions de gens sur les routes, alors que les ruraux bougeaient peu, hormis troupes et bandits à fuir, fêtes et marchés à voir. L'expression « village immobile » concernait peu ou prou tout le royaume (Bouchard, 1971) : mendiants et errants étaient traqués depuis 1656, mesure qui entraîna l'encadrement des pèlerinages. L'édit de 1686 promettait les galères aux individus arrêtés. Trop nombreux ! L'édit de 1700 réserva le châtement aux récidivistes. Les calamités agricoles remirent cela en cause. N'empêche qu'il valait mieux rester chez soi : les intempéries et les épidémies achevaient le famélique dont les villes ne voulaient pas. Dans les 3/5 du pays, la mortalité doubla : la majorité des curés, qui enregistraient autant de baptêmes que d'enterrements ou presque, vit l'équilibre rompu : en 1694, 1 baptême pour 5

Note historique

enterrements ! Les régions les plus touchées perdirent 10 à 15 % des habitants (janvier 1693 - janvier 1695). Néanmoins des provinces étaient épargnées : la Bretagne, par exemple, grâce aux produits de la mer.

La leçon servit : la gestion de crise – Grand Hiver (1709-1710), Longue Disette (1738-1743), Pacte de famine (1763-1764) – intégra le contrôle des « remues d'hommes » comme on disait alors (Poitrineau, 1992).

À chacun ses pauvres. Ainsi, à Saumur (Maine-et-Loire) – d'autres échevinages firent de même –, mendiants et « pauvres honteux » (ceux qui ne qu'étaient pas) devaient être inscrits au bureau de bienfaisance, lequel délivrait à chacun le billet d'assistance qu'il montrerait à la famille qu'on lui avait assignée cette semaine-là. La contrainte ? S'en contenter. La liberté ? Se sustenter chez soi ou chez l'hôte, en bout de table, d'où l'expression « la part du pauvre ». Quant aux miséreux qui ne remplissaient pas les conditions requises (domicile, parrainage, attestation de bonne vie et mœurs, certificat de catholicité), ils devaient déguerpir : la ville avait des « chasse-coquin » pour cela.

À chacun son emploi. Ainsi, à Bourges (Cher) – et d'autres échevinages firent de même –, les bénéficiaires de l'assistance devaient œuvrer aux ateliers communaux, première esquisse des ateliers nationaux de 1848. Ils aménagèrent de la sorte places et cours (Corvol, 2023). Ce fut l'origine de la place Séraucourt, nom de l'intendant du Berry qui lança les travaux. Ce fut aussi celle du cours Saint-Martin (10^e arr.). Cependant les crédits qu'octroya Paris ne couvraient pas le dixième des besoins ! Les hommes renvoyés protestèrent. Certains allèrent piller les belles demeures du Marais (4^e arr.), quartier proche en pleine mutation. Toute la zone fut bouclée. Même situation à Nantes et à Bordeaux.

Les circonstances étaient dramatiques : la coalition gagnait du terrain ; l'économie était à l'arrêt. Les Français souffraient davantage que leurs voisins en raison de la massivité de leur territoire et de la rigidité de leur agriculture. Ils voyaient aussi l'insécurité grandir. Les bandes armées rançonnaient les établissements

monastiques isolés dans la montagne : leurs réserves remontaient à 1709, la neige ayant sauvé les blés. Les soldats désertaient faute de vivres et de soldes, alors que la patrie était en danger, quoique le mot fût anachronique. Dans un dernier sursaut, on sauva ce qu'on pouvait et on osa ce qu'on ne faisait jamais.

Les vignes étaient gelées. Que faire ? Ôter les rameaux endommagés pour aider l'apparition de bourgeons en 1709, qui deviendraient rameaux fructifères en 1710. D'autres pensaient la taille insuffisante : mieux valait couper les ceps et laisser la vigne repartir, méthode inspirée du recépage des taillis. En fait, tout dépendait de l'état de la souche et des racines. Comme celles-ci prospectent très profond, ce fut le bon. Il en alla de même pour les fruitiers : purger les portions noircies de l'arbre ou le couper et replanter ? Ceux qui firent le mauvais choix durent céder leurs terrains. Les transferts fonciers furent importants après la crise. Membre de la Congrégation de l'Oratoire, Jean-Baptiste Massillon (1663-1742), qui dirigeait le séminaire Saint-Magloire, les mentionna dans son Sermon sur l'aumône, le quatrième dimanche du Carême : « *Le ciel est d'airain pour ce royaume affligé [...]. Prenez-vous sur vous-même une partie des calamités de vos frères ? Que dirais-je ? Ne mettez-vous pas peut-être à profit les misères publiques ? Ne faites-vous pas peut-être de l'indigence comme une occasion barbare de pain ?* »

Les blés d'hiver n'étaient plus. Que faire ? Certains voulurent ressemer en avril quand leurs parcelles seraient « essuyées », quitte à emprunter la semence : emblavée en 1708, la sole de printemps avait été fumée dans la perspective de 1709. Ils attendirent avec impatience que le blé nouveau, un blé d'hiver donc, levât et mûrît, mais l'épiaison n'eut pas lieu : ils récoltèrent une céréale fourragère et des dettes en plus. Tous voulaient semer pour obtenir des grains qui, écrasés, donneraient farine et pain : le sarrasin déborda de la Bretagne ; le millet, de la Provence ; le maïs, du Lauragais et de la Navarre ; les vesces triomphèrent partout ; *idem* des lentilles, des pois secs, des fèves-

Note historique

haricots et des gesses (pois carrés) qui, d'habitude, allaient aux bestiaux.

Beaucoup optèrent pour l'orge, céréale cousine du blé, aux épis allongés et barbus. En 1693, les Anglais et les Flamands l'avaient fait, limitant son usage en brasserie. Miracle : alors que, en général, le rendement était de 6 grains récoltés pour 1 semé, il était là de 12, voire 15 pour 1. Pourquoi ? (1) Parce que les parcelles étaient fumées, ce qu'on ne pratiquait jamais pour une céréale rustique. (2) Parce que les froidures avaient débarrassé le cultivateur des rongeurs, et les inondations, des mauvaises herbes. Tous voulaient des orges de printemps, les orges d'hiver (escourgeon) ayant subi le sort des blés. Dans la décennie heureuse, l'orge coûtait moitié moins cher : en 1708, elle valait 5 livres le setier, tarif constant depuis quelques années. En 1709, elle valut 40 livres le setier dès le 20 avril ! Ainsi la ruée précédait l'arrêt du 23 avril 1709, qui autorisa les cultivateurs dont les terres avaient été « *endommagées par l'hiver et les inondations* » d'être ressemées « *en orge, blé-sarrasin ou autres espèces de grains convenables à la saison présente* » (Lachiver, 1991).

Conclusion

Ces crises montrèrent les quatre obstacles à lever : impossibilité de compenser le déficit céréalier sans vernalisation ; impossibilité de rattraper le retard calendaire sans mécanisation ; impossibilité d'étendre la gamme alimentaire sans protéines animales ; impossibilité de maintenir l'élan démographique (+ 0,2 % par an) sans progrès agronomiques. La reprise fut poussive. En 1715, 25 000 mariages et 21 000 naissances manquaient pour atteindre le niveau des belles années 1682-1691. Elle fut même plus tardive et plus modeste qu'ailleurs. Certes la population gagna 2 millions de régnicoles en 20 ans (1720-1739), mais la crise de 1740 effaça le gain. Ce cap franchi, la France compta 24,6 millions d'habitants. Trente ans plus tard, 27 millions ; puis 28,5 millions au moment où l'Ancien Régime était renversé et le Nouveau, prêt à défier l'Europe des

monarchies : les Alliés maintinrent leur pression jusqu'à l'écroulement du Premier Empire. Lentement, mais sûrement, le pays perdait l'avantage numérique qui avait fait sa supériorité militaire. Les crises frumentaires et épidémiques affectèrent la géographie de la population. Entre 1705 et 1714, le Sud-Ouest perdit 11 % des habitants, le Massif central, 25 %. Tous ne périrent pas, mais beaucoup allèrent dans cette France septentrionale où les greniers étaient remplis.

L'édit du 20 juillet 1709 obligea les exploitants à déclarer les volumes récoltés : froment, méteil, seigle ; sarrasin, millet, maïs (dit blé de Turquie). Il prohiba tout battage et tout transport de céréales avant exécution de la formalité. Des contrôles furent effectués : les paysans devaient conserver de quoi semer à l'automne. On comprenait enfin l'intérêt de connaître les volumes nécessaires à la consommation et à l'ensemencement. L'édit du 8 octobre 1709 encadra celui-ci. En effet, eu égard au miracle de l'orge, les pouvoirs publics craignaient qu'elle n'usurpât la place du blé ; ils ordonnèrent donc aux cultivateurs de respecter l'assolement traditionnel et de semer leur blé dans les plus brefs délais. Les bailleurs purent saisir les orges des fermiers rétifs, les vendre et faire semer du blé, le produit de la vente couvrant les frais de l'opération.

Restait une question à régler : le paiement des impôts, des charges et des loyers. Sur rapport des intendants de police, justice et finance, l'État diminua ou supprima les impôts royaux à l'échelle sinon d'une province, du moins de ses villages, une première car jusque-là les dispenses ne bénéficiaient qu'aux foyers sinistrés. Quant aux loyers et aux redevances seigneuriales, les paysans purent les acquitter en orge.

Références

Bardet JP. 1993. *La Vie, la mort, le temps*. Mélanges offerts à Pierre Chaunu, PUF, Paris.

Note historique

- Bouchard G. 1971. *Le Village immobile : Sennely en Sologne au XVIII^e siècle*, Plon, coll. Civilisations et Mentalités, Paris.
- Camporesi P. 1999. *Le Pain sauvage. L'imaginaire de la Faim de la Renaissance au XVIII^e siècle*, trad. Éditeur Le chemin vert, Paris.
- Chapelon M. 1853. *Œuvres complètes*, Hachette Livre-BNF, Paris.
- Chaunu P. 1978. *La Mort à Paris, XVI^e et XVII^e siècles*, Fayard, Paris.
- Corvol A. 2009. L'Arbre à femmes. In *Actes du colloque « Sacrée Nature ! Les paysages du sacré »*, Université d'Orléans, Faculté des lettres et sciences humaines, Orléans, 22-24 janvier 2009.
- Corvol A. 2023. *L'Arbre dans la cité : histoire d'une conquête, XVII^e-XXI^e siècles*, Humensis-Le Pommier, Paris.
- Croze A, Gouachon A. 1914. *Histoire générale des Hospices civils de Lyon : des origines à 1902*, Impr. Waltener, Lyon.
- Dessert D. 2005. *Les Daliès de Montauban*, Perrin, Paris.
- Dupuy A. 1962. Le journal sanitaire de la France au Grand Siècle par Madame de Sévigné, *La Presse médicale*, 38, 1789-1791.
- Galmiche JM. 1999. *Hygiène et Médecine*, Louis Parient, Paris.
- Goubert P. 1966. *Louis XIV et vingt millions de Français*, Fayard, Paris.
- Jaloustre E. 1878. La Famine de 1694 dans la Basse-Auvergne, *Mémoires de l'Académie de Clermont*, Clermont-Ferrand.
- Kaplan S. 2010. *La France et son pain : histoire d'une passion*, Albin Michel, Paris.
- Lachiver M. 1991. *Les Années de misère : la famine au temps du grand roi*, Fayard, Paris, 106.
- Lachiver M. 1988. *Vins, vignes et vigneron. Histoire du vignoble français*, Fayard, Paris.
- Legrand JP. 1979. Les variations climatiques en Europe occidentale depuis le Moyen Âge, *La Météorologie*, 16(9), 167-182.
- Le Pesant de Boisguilbert P. 1707. *Traité de la nature, culture, commerce et intérêt des grains*, Institut Coppet, Paris.
- Michaud C. 1991. *L'Église et l'argent sous l'Ancien Régime*, Fayard, Paris.
- Mercurie historique et politique. 1688-1719.*
Van Bulderen, La Haye.
- Morin de Saint-Victor L. 1665 - 1713. Bibliothèque de l'Institut de France, Paris.
- Leroy-Ladurie E. 1967. *Histoire du climat depuis l'an mil*, Gallimard, Paris.
- Morineau M. 1985. *Pour une histoire économique vraie*, Presses universitaires, Lille.
- Poitrineau A. 1992. *Remues d'hommes : les migrations montagnardes en France aux 17^e et 18^e siècles*, Aubier, Paris.

Note historique

Rubrique

Cet article a été publié dans la rubrique « Notes historique » des *Notes académiques de l'Académie d'agriculture de France*.

Reçu

15 décembre 2024

Accepté

2 février 2025

Publié

20 mars 2025

Edité par

Nadine Vivier, membre de l'Académie d'agriculture de France

Rapporteurs

1. Anonyme
2. Anonyme

Citation

Corvol-Dessert A. Les famines dans la France des XVII^e et XVIII^e siècles / Famines in 17th and 18th-century France. *Notes académiques de l'Académie d'agriculture de France/Academic Notes from the French Academy of Agriculture (N3AF)*, 19(3),1-14.

DOI:10.58630/pubac.not.a134441.



Andrée Corvol-Dessert est directrice de recherche au CNRS, membre de l'Académie d'agriculture de France, présidente du Groupe d'histoire des forêts françaises.